



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« CAUSSE COMTAL (OC_CMTL) »

Campagne 2025

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « CAUSSE COMTAL » au titre de la campagne PAC 2025. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

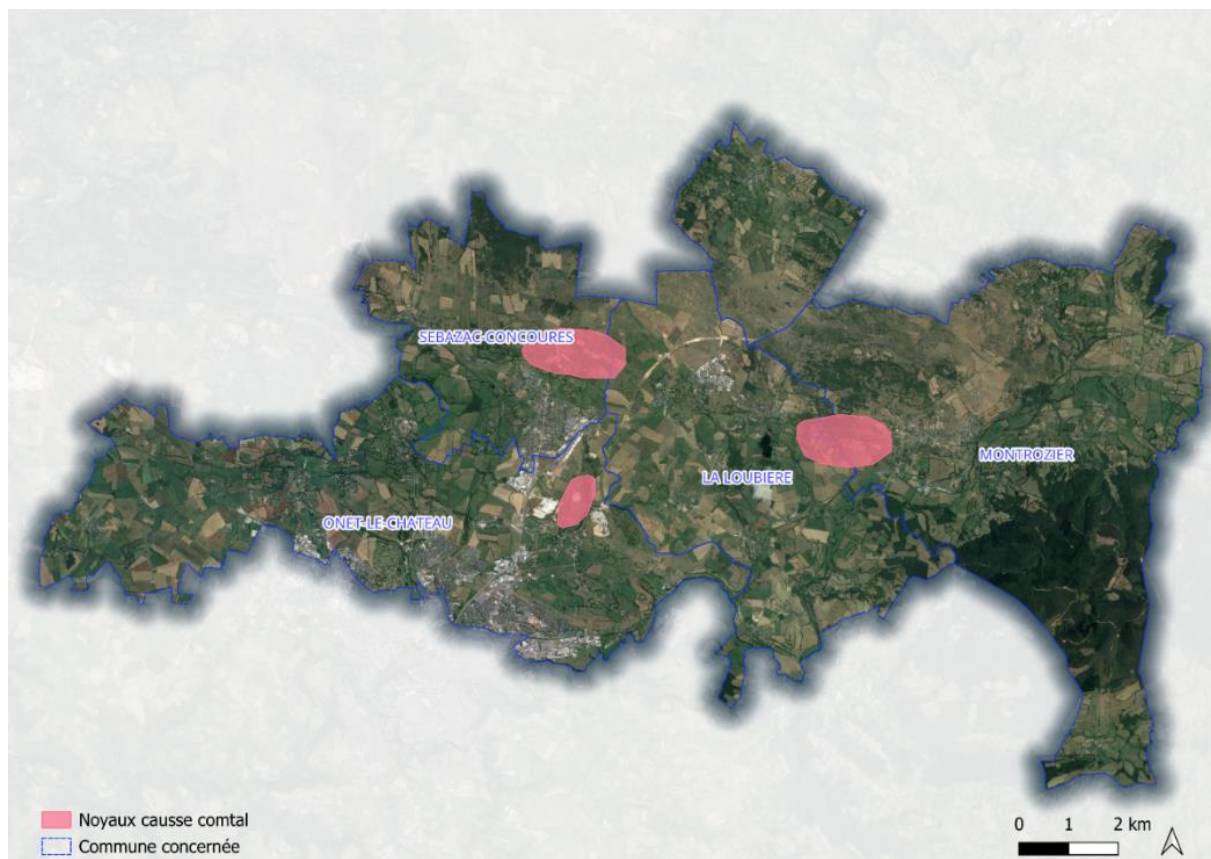
En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « CAUSSE COMTAL » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le site du causse comtal se divise en 3 noyaux répartis sur 4 communes (Sébazac-Concourès, La Loubière, Montrozier et Onet-le-Château). D'une superficie de 380 Ha dont, 167 Ha classés comme d'intérêt communautaire, il est situé au sein d'un vaste plateau calcaire d'altitude moyenne de 600m. Il est composé d'une mosaïque d'habitats très intéressants portant le nombre d'habitats d'intérêt communautaire à 7 et d'une flore riche avec près de 900 espèces. La faune n'est pas en reste, en effet ce milieu privilégié permet d'accueillir une faune rare et protégée.



Les habitats éligibles d'intérêt communautaire sont représentés ci-dessous. En amont est présenté la correspondance entre code habitat et le non.

Code Habitat Annexe 1 DH	Nom Habitat	Superficie de présence	% de couverture	Conservation
6110	Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi	0.71	0.19	Bonne
6220	Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea	2.36	0.62	Excellente
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	95.53	25.21	Moyenne
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)	21.39	5.64	Excellente
8210	Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	2.05	0.54	Excellente
6410	Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)	0.05	0.01	--
5130	Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires	1.43	0.38	Moyenne



En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Les enjeux agro-environnementaux identifiables à l'échelle du site sont : les habitats ouverts de type prairie de fauche et pelouse calcaire, ainsi que l'endémisme de la flore propre au Causse Comtal. Ces différents enjeux interagissent avec diverses pressions principalement liées à l'agriculture et à l'urbanisation.

- **Fermeture du milieu** : L'abandon du pâturage extensif et d'une gestion des milieux sur les parcours favorise le développement de la végétation, ce qui entraîne aujourd'hui une fermeture progressive des milieux caussenards.

- **Urbanisation** : Aux portes de Rodez, le site Natura 2000 est convoité pour de nombreux projets d'aménagement urbain. Cette transformation d'un territoire rural en zone périurbaine représente un réel danger pour la préservation des espaces naturels du site. Des projets routiers sont également envisagés.

- **Pollution de la ressource en eau** : Le réseau hydrographique karstique, présent sur le site, est particulièrement sensible aux pollutions en raison de sa porosité. Une fertilisation excessive se répercute directement dans les nappes d'eau souterraine. Il est nécessaire d'encourager une pratique agricole extensive, limitée en polluants, afin de préserver durablement la qualité de l'eau qui alimente ensuite les cours d'eau voisins.

Le territoire du causse Comtal a longtemps été dominé par un pâturage extensif ovin. Bien que certaines exploitations poursuivent cette production, on observe ces dernières années une évolution vers l'élevage bovin. Aujourd'hui, les filières ovines et bovines cohabitent, avec une forte orientation vers la production laitière.

De nombreuses problématiques apparaissent lorsque l'on examine l'évolution agricole du territoire. De manière générale, les exploitations agricoles, en se développant (mécanisation, augmentation de la productivité), utilisent l'espace de façon différente. Cela entraîne une intensification de certaines zones, tandis que d'autres deviennent progressivement abandonnées.

- **Déprise agricole** : Des parcelles et parcours autrefois pâturés sont désormais en voie de fermeture en raison de la difficulté d'exploitation. Les terrains pentus, à faibles rendements ou difficilement aménageables, sont particulièrement concernés par cette problématique. De plus, les parcours autrefois pâturés souffrent principalement de l'absence de clôtures, ce qui complique le pâturage des animaux. Les éleveurs considèrent souvent ces espaces comme peu productifs, ce qui nuit à la réalisation d'activités de production laitière ou d'engraissement d'animaux.

• **Mise en culture et céréalisation** : En lien direct avec le constat précédent, le manque à gagner dû à l'abandon de certains territoires pousse les agriculteurs à valoriser au maximum les terres facilement exploitables et fertiles. Ainsi, ces dernières années, on constate une augmentation de la mise en culture d'espaces qui étaient auparavant gérés de manière extensive. Cela entraîne la disparition de murets, cazelles ou autres éléments bocagers au profit de monocultures.

• **Régression des prairies permanentes** : Les phénomènes évoqués précédemment ont conduit à une diminution significative des prairies naturelles sur le causse Comtal. Cette régression, résultant de l'intensification des pratiques agricoles, a plusieurs effets néfastes.

Le site Natura 2000 présente des enjeux forts en termes de préservation de la biodiversité, des espèces présentant des Plans Nationaux d'Actions y sont également présentes.

Le territoire est couvert par un site Natura 2000 « Causse Comtal » est identifié comme un site à multiples enjeux environnementaux :

- ✓ **préserver la biodiversité ainsi que l'équilibre écologique des habitats d'intérêt communautaire** (présence de 8 habitats d'IC prioritaires au niveau régional : Prairies naturelles de fauche relevant Brachypodio centaureion 6510-7 - Pelouses semi-arides médioeuropéennes à Bromus erectus relevant du Mesobromion erecti* 6210 - Pelouses calcaires très sèches relevant du Xerobromion erecti, 6210 - Formations à Genévriers relevant du Berberidion vulgaris, 5130 - Ourlets herbacés xérothermophiles relevant du Geranion sanguinei, 6210.
- ✓ **éviter la fermeture des pelouses, dans un objectif paysager et de maintien de la biodiversité** (espèces végétales et animales patrimoniales liées à ces milieux : notamment Sénéçon de Rodez, Senecio ruthenensis);
- ✓ **améliorer la gestion par le pâturage de ces milieux remarquables ;**
- ✓ **être un exemple d'équilibre agro-sylvo-pastoral.**

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement ²
Prairies de fauche de basse altitude (6510) et tous les cortèges d'espèces patrimoniales associés PNA et PRA	Prairies de fauche de basse altitude (6510) et tous les cortèges d'espèces patrimoniales associés PNA et PRA	OC_CMTL_PRA3	Localisée	Inclure la conservation des habitats et des espèces dans les activités agricoles du site	72 €/ha/an	FEADER Etat
Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi (6110), Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (6210), Parcours	Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi (6110), Pelouses sèches semi-	OC_CMTL_OUV1	Localisée	Inclure la conservation des habitats et des espèces dans les activités agricoles du site	153 €/ha/an	FEADER Etat

² Liste des financeurs potentiels. Le plan de financement sera arrêté après instruction en fonction des règles d'intervention des cofinanceurs nationaux.

<p>substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea (6220)</p> <p>PNA et PRA</p>	<p>naturelles et faciès d'embuissonnement sur</p> <p>calcaires (6210), Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea (6220)</p> <p>PNA et PRA</p>					
<p>Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi (6110), Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur</p> <p>calcaires (6210), Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea (6220)</p> <p>PNA et PRA</p>	<p>Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alyso-Sedion albi (6110), Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (6210), Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea (6220)</p>	OC_CMTL_OUV2	Localisée	Inclure la conservation des habitats et des espèces dans les activités agricoles du site	204 €/ha/an	FEADER Etat

	PNA et PRA					
--	------------	--	--	--	--	--

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « CAUSSE COMTAL ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Plancher annuel :

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Plafond annuel pour les exploitations agricoles :

Le montant total des aides versées à un demandeur autre qu'un groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) de 7 500 € par bénéficiaire.

Par exception, le plafond annuel par bénéficiaire est porté à 10 000 € si l'une des deux conditions suivantes est remplie :

- engagement d'une surface supérieure à 15 hectares dans la MAEC OUV2 en zone de coupure d'un territoire à enjeu DFCI ;
- engagement dans une ou plusieurs MAEC cofinancées par une Agence de l'eau.

Pour les GAEC totaux, le montant maximum des aides défini ci-dessus est multiplié par le nombre d'associés remplissant les critères individuels d'éligibilité.

En conséquence, aucun engagement qui conduirait à dépasser le montant plafond en première année d'engagement ne pourra être accepté.

Plafond annuel pour les entités collectives :

Est qualifié d'entité collective toute personne morale juridiquement constituée gérant en responsabilité directe des surfaces dont elle est propriétaire ou locataire à des fins d'utilisation collective par les troupeaux de ses membres ou ayants droit.

Le montant total des aides versées à une entité collective au titre des MAEC ne pourra dépasser un montant annuel (tous financeurs confondus) déterminé selon les règles spécifiques précisées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques en 2025 de la région Occitanie (consultable sur le site internet de la DRAAF : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/arrete-relatif-aux-engagements-agroenvironnementaux-et-climatiques-en-2025-de-a9561.html>)

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Ces critères de priorisation sont précisés dans la notice spécifique de chaque mesure.

Les critères de priorisation proposés dans le cadre de la contractualisation sont les suivants :

- Exploitants ayants plus de 20 % de SAU au sein du site Natura 2000.
- Parcelles relevant de plusieurs enjeux (habitats, PNA , PRA).
- Exploitants n'ayant pas bénéficié de contrat MAEC sous la précédente programmation.

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2025, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2025 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC³, en précisant le code de la mesure demandée ;

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Rural Concept :

Par mail david.galibert@adasea.net ou par téléphone : 05 65 73 76 76

³ Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>